

Projet Alim'Activ

Agir contre la précarité alimentaire par la coordination territoriale

Synthèse de l'état des lieux – Juillet 2019

Les étapes du projet Alim'Activ

L'Ansa a réalisé en 2018 un **diagnostic de l'aide alimentaire sur trois territoires d'Île-de-France**. Ce diagnostic a permis d'analyser les freins et les leviers pour une stratégie d'aide alimentaire adaptée aux besoins. Après une étape de repérage d'acteurs mobilisés pour renforcer l'aide alimentaire au-delà de l'Île-de-France, l'Ansa a organisé en février 2019 une **journée d'échanges** autour de ce diagnostic avec des acteurs de toute la France, notamment des CCAS. Les participants ont partagé leurs expériences et réfléchi aux conditions de réussite d'un projet de coordination territoriale. A partir de ces réflexions collectives, d'entretiens approfondis auprès de huit territoires et d'une analyse des pratiques, l'Ansa a réalisé une **étude sur les pratiques inspirantes de coordination** pour lutter contre la précarité alimentaire. Cette étude propose une méthode de coordination et une approche par territoire.

Le projet Alim'Activ est mené en partenariat avec la Direction régionale interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France (DRIAAF) et l'Agence régionale de santé (ARS) dans le cadre du Programme National pour l'Alimentation et du Projet Régional de Santé d'Île-de-France, avec le Conseil régional d'Île-de-France et le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis.

Le diagnostic de l'aide alimentaire dans les territoires franciliens

L'Ansa a analysé l'aide alimentaire et les coordinations sur trois établissements publics territoriaux (EPT) en Île-de-France, dans les départements des Hauts-de-Seine et de Seine-Saint-Denis. Ce diagnostic fait état d'un manque de coordination et de réflexion globale sur l'adéquation des services aux besoins à l'échelle d'un territoire. Le secteur de l'aide alimentaire, peu coordonné et soumis à une forte pression sur ses ressources, peine à répondre à l'ensemble des besoins alimentaires d'un point de vue quantitatif et qualitatif.

Diagnostic complet à retrouver sur le site de l'Ansa

www.solidarites-actives.com/sites/default/files/2019-02/Ansa_Alimentation_Activ_Diagnostic_1901.pdf

- **En France, 48% des foyers modestes éprouvent des difficultés à assurer 3 repas par jour.**

L'alimentation est un déterminant majeur de santé et principal facteur de risque de maladies cardiovasculaire, malnutrition, détresse psychologique, isolement social... 15 % de la mortalité est attribuable à l'alimentation.

► **5 millions de personnes bénéficient d'une aide alimentaire ponctuelle ou régulière.**

Les besoins en matière d'aide alimentaire sont très importants, à la fois en quantité (une alimentation suffisante) et en qualité (une alimentation saine, favorable à la santé, avec des produits frais et diversifiés).

► **Le secteur de l'aide alimentaire est principalement porté par des associations.**

Les associations organisent la collecte et la distribution des denrées en s'appuyant sur des bénévoles. Pour certaines, l'alimentation est le cœur de leur action et pour d'autres c'est un des services parmi d'autres missions. Les denrées distribuées sont issues de dons du Fonds Européen d'Aide au Développement, de grandes et moyennes surfaces, de particuliers ou encore achetées par les structures. **De l'approvisionnement à la distribution, l'aide alimentaire mobilise une grande diversité d'acteurs aux statuts, contraintes, motivations et formations différentes.** L'action des pouvoirs publics se concentre principalement sur les aspects réglementaires et de sécurité des denrées.

► **Les actions d'aide alimentaire sont peu coordonnées**, que ce soit au niveau national ou local, ce qui amène des difficultés de différents ordres :

- ➔ **de grandes inégalités territoriales** : les territoires avec le plus de personnes précaires ne sont pas les mieux couverts
- ➔ **un accès difficile à l'aide alimentaire**, à la fois pour les personnes et les professionnels qui les orientent, du fait d'une offre peu lisible et fragmentée
- ➔ **un service de qualité inégale** selon les associations et les territoires, avec des postures différentes dans la distribution et des produits distribués ne répondant pas toujours aux besoins des personnes concernées (en quantité et qualité)
- ➔ **une complexité de gestion importante** pour tous les acteurs du secteur qui cherchent chacun à améliorer leurs pratiques d'approvisionnement, de stockage et de distribution avec des ressources restreintes.

Les pratiques inspirantes et les préconisations

Sur certains territoires, à l'initiative d'un CCAS, d'une collectivité ou d'une banque alimentaire, les acteurs de l'aide alimentaire se sont engagés dans des démarches de coordination. L'étude de l'Ansa analyse les effets de huit expériences de coordination de l'aide alimentaire au niveau local. Il s'agit d'en tirer des enseignements et d'inspirer d'autres acteurs qui souhaiteraient investir ce sujet.

Etude complète à retrouver sur le site de l'Ansa

[www.solidarites-actives.com/sites/default/files/2019-07/Ansa Alim%27Activ PratiquesInspirantes 1906.pdf](http://www.solidarites-actives.com/sites/default/files/2019-07/Ansa_Aliment%27Activ_PratiquesInspirantes_1906.pdf)

► **Pourquoi mieux coordonner la lutte contre la précarité alimentaire ?**

La coordination de l'aide alimentaire est un levier pour mobiliser bénévoles, personnes en précarité, pouvoirs publics, travailleurs sociaux, acteurs de santé, entreprises et agriculteurs du territoire avec plusieurs objectifs :

- ➔ **une aide alimentaire plus accessible** : rendre visible et lisible l'offre d'aide alimentaire, à la fois pour les personnes précaires et pour les accompagnants sociaux en impliquant les personnes concernées

- ➔ **une aide alimentaire de meilleure qualité et favorable à la santé** : agir sur la qualité des aliments et de la distribution, notamment via la formation des bénévoles et l'accès à des produits frais, à de nouveaux services de type épiceries solidaires et à des actions coordonnées autour de la nutrition
- ➔ **une aide alimentaire plus efficace** : faire des économies d'échelle et simplifier la gestion pour les associations, à travers la mutualisation des achats ou des lieux de distribution, afin d'obtenir des denrées en plus grande quantité et qualité
- ➔ **une aide alimentaire mobilisatrice** : structurer ou recréer des filières agro-alimentaires au niveau du territoire, développer des systèmes de distribution moins stigmatisants, développer les liens entre acteurs, mobiliser les bénévoles.

► **Comment coordonner les acteurs de la lutte contre la précarité alimentaire sur un territoire ?**

L'aide alimentaire n'étant pas portée par un acteur en particulier, la démarche de coordination est un travail au long cours, qui peut bousculer des pratiques existantes. Elle doit s'adapter aux dynamiques locales et comprend plusieurs étapes :

➔ **Mettre en place une gouvernance adaptée**

- Comprendre le contexte et identifier les acteurs en présence, leur champ de compétence, le contexte réglementaire et institutionnel de l'aide alimentaire et les contraintes de chacun
- Choisir un mode de gouvernance en fonction du contexte local et du porteur de la démarche de coordination

➔ **Inscrire la lutte contre la précarité alimentaire dans une stratégie territoriale**

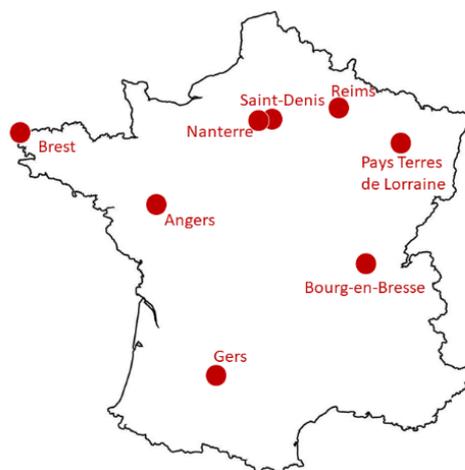
- Pour l'accès aux soins, notamment à travers les Contrats locaux de santé (CLS)
- Pour l'alimentation, à travers un Projet alimentaire territorial (PAT)
- Pour la lutte contre la pauvreté, via les groupes de travail de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté

➔ **Construire une méthode partagée**

- Réaliser un diagnostic partagé
- Privilégier une animation participative
- Associer les personnes concernées
- S'inscrire dans des réseaux de pratiques et échanger avec d'autres échelons d'intervention

► **Les huit expériences de coordination territoriale de l'aide alimentaire**

L'étude décrit, dans chaque territoire, l'historique de la démarche de coordination, la gouvernance et les partenariats mis en œuvre, les actions menées, les moyens mobilisés et enfin un bilan et les perspectives de la démarche de coordination.



Actions et outils phare	
<p>CCAS d'Angers La Mission d'animation et de concertation pour une alimentation solidaire</p>	<p>Répertoire angevin des services du champ alimentaire, en ligne Filets solidaires (paniers bio avec des tarifs solidaires) Entrepôts communs à la Cité des associations Formation des bénévoles et rencontres entre services sociaux et bénévoles Démarche participative pour les usagers Ateliers nutrition</p>
<p>Département de l'Ain et CCAS de Bourg-en-Bresse La coordination des aides financières</p>	<p>Coordination des aides financières Fiche d'orientation unique entre associations et travailleurs sociaux Rencontres entre travailleurs sociaux et bénévoles Épicerie solidaire et ateliers nutrition</p>
<p>CCAS de Brest Un projet d'épiceries solidaires en réseau</p>	<p>Système d'orientation coordonnée pour les usagers Guide des aides et fiche de liaisons commune entre associations Organisation d'ateliers cuisine Forum de l'aide alimentaire pour valoriser le travail des associations Projet d'épicerie solidaire inter associative puis de réseau d'épiceries solidaires, avec mutualisation de l'approvisionnement (circuits courts)</p>
<p>Conseil départemental du Gers Le GIP Gers solidaire</p>	<p>Plateforme logistique départementale pour l'approvisionnement et le stockage de la banque alimentaire et des associations d'aide alimentaire Réseau de tiers-lieux multiservices dont aide alimentaire et ateliers cuisines Dispositif mobile « Croix Rouge sur roues » Lancement d'une grande enquête « Aide alimentaire & solidarités citoyennes »</p>
<p>CCAS de Nanterre Un projet d'épicerie solidaire suite à une étude des besoins</p>	<p>Intervention du CCAS pour plus de cohérence des services d'aide alimentaire Etude sur les pratiques alimentaires et le non-recours à l'aide alimentaire Épicerie solidaire inter associative en projet, adossée à un espace de culture urbaine et avec des ateliers nutrition santé</p>
<p>Pays Terres de Lorraine et ATD Quart Monde Pour un accès digne et durable à l'alimentation</p>	<p>Charte pour un Accès digne et durable à l'alimentation Achats groupés en circuit courts de proximité / rapprochement agriculteurs et personnes en précarité alimentaire Echange de pratiques et co-formation réunissant bénévoles, professionnels et usagers : « Et si nous parlions ensemble de l'aide alimentaire ? ». Forte implication des personnes concernées via un « laboratoire d'usage »</p>
<p>CCAS de Reims L'épicerie sociale et solidaire ESPOIRS</p>	<p>Réorganisation et répartition des services d'aide alimentaire entre les associations Épicerie sociale et solidaire Approvisionnement via l'École des jardiniers Ateliers nutrition et ateliers de prévention du diabète avec des acteurs de la santé</p>
<p>CCAS de Saint-Denis La Maison municipale de la solidarité</p>	<p>Guide de l'aide alimentaire et fiche de liaison Réorganisation pour les distributions alimentaires pendant l'été Espace Relais Bébé au Secours catholique pour l'alimentation infantile avec la PMI</p>

Les perspectives du projet Alim'Activ

L'Ansa souhaite utiliser les enseignements de cette phase d'état des lieux pour :

- ➔ soutenir des projets de coordination de l'aide alimentaire à une échelle locale via une démarche de formation-action collective,
- ➔ co-construire avec les acteurs mobilisés une « boîte à outils » de la coordination de l'aide alimentaire utilisable directement et gratuitement par d'autres territoires.

Pour plus d'informations, contacts à l'Ansa :
lise.marcovici@solidarites-actives.com
sophie.lochet@solidarites-actives.com